

Zeitschrift: Schweizerisches Handelsamtsblatt = Feuille officielle suisse du commerce = Foglio ufficiale svizzero di commercio
Herausgeber: Staatssekretariat für Wirtschaft
Band: 2 (1884)
Heft: 5

Heft

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 18.03.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Schweizerisches Handelsamtsblatt

Feuille officielle suisse du commerce — Foglio ufficiale svizzero di commercio

Bern, 17. Januar — Berne, le 17 Janvier — Berna, li 17 Gennajo

Publikationsorgan der eidgenössischen Departemente für Finanzen, Zoll und Handel

Organe de publicité des Départements fédéraux des Finances, des Péages et du Commerce

Organo di Pubblicità dei Dipartimenti federali per le Finanze, i Dazi ed il Commercio

Jährlicher Abonnementspreis Fr. 5. — Abonnements nehmen alle Postämter sowie die Expedition des *Schweiz. Handelsamtsblattes* in Bern entgegen.
Abonnement annuel Fr. 5. — On s'abonne auprès des bureaux de poste et à l'expédition de la *Feuille officielle suisse du commerce* à Berne.
Prezzo delle associazioni Fr. 5. — Associazioni presso gli uffici postali ed alla spedizione del *Foglio ufficiale svizzero di commercio* a Berna.

Amtlicher Theil. — Partie officielle. — Parte ufficiale.

Bekanntmachungen nach Maassgabe des schweizerischen Obligationenrechtes. Publications prévues par le Code fédéral des obligations.

ÉTUDE DE M^r **BLANC-LACOUR**, AVOCAT,
 place Longemalle, 2, à Genève.

TITRES VOLÉS.

TENEUR DE REQUÊTE.

A Monsieur le Président et Messieurs les Membres du Tribunal de Commerce de la République et Canton de Genève.

Exposant avec respect:

1^o Madame Elisabeth-Françoise-Sophie Lamarosse, épouse de M. Paul-Etienne-Eugène Rameau, avec lequel elle demeure à Sombornon (Côte-d'Or);

2^o M. Alexis-Henri-Simon Gauthey, propriétaire et négociant, demeurant à Alex-Corton, agissant tant en son nom personnel qu'au nom et comme tuteur naturel et légal de Jean-Jacques-Henri-Joseph et Jacques-Lucien-Paul Gauthey, ses deux enfants mineurs, issus de son mariage avec M^{me} Jeanne-Marie-Charlotte-Hélène Lamarosse, son épouse décédée.

Tous les exposants élisant domicile à Genève, en l'étude de M^r L. Blanc-Lacour, avocat, place Longemalle, n^o 2.

Que la dite dame Rameau et les dits mineurs Gauthey sont seuls héritiers de M^{me} Jeanne-Marie-Céline Gauthey, veuve de Charles-Henri Lamarosse, leur mère et grand'mère, en son vivant propriétaire à Pensaud, où elle est décédée le sept septembre mil huit cent soixante-dix-sept, ainsi que cette qualité est constatée en l'initialité de l'inventaire dressé après décès de cette dernière par M^r Pignollet, notaire à Beaune, le dix octobre mil huit cent soixante-dix-sept.

Que dans la nuit du quinze au seize juin mil huit cent soixante-quinze, un vol avec effraction a été commis chez M. Strasse, quand vivait banquier à Genève, Grand-Quai, lequel était dépositaire de divers titres appartenant à la sus-dite défunte dame Lamarosse.

Qu'au nombre des titres volés, appartenant à Madame Lamarosse, se trouvaient quatre actions du Comptoir d'Escompte, portant les n^{os} 2971, 2972, 4047 et 4048, et deux actions Industrie du Gaz de Genève, portant les n^{os} 5337 et 5338.

Par exploit de l'huissier Brun, en date du vingt-cinq juin mil huit cent soixante-quinze, dame veuve Lamarosse a notifié ce vol au Comptoir d'Escompte de Genève et à la Société de l'Industrie du Gaz, en leur faisant défense de payer, soit la valeur, soit les coupons d'intérêts.

Malgré les recherches faites et la condamnation intervenue à Turin contre quelques-uns des auteurs du vol, il n'a pas été possible de retrouver les titres volés.

Il importe aux exposants de faire prononcer l'annulation de ces titres, ainsi que la consignation du montant des coupons à teneur des articles 846 et 858 du Code fédéral des obligations.

A l'appui de la demande et pour établir la possession et la perte des titres dont s'agit, les exposants produisent:

1^o Une déclaration de M. J. Delapalud, avocat, agissant en qualité de liquidateur de la succession de feu M. Philippe Strasse, laquelle déclaration, en date du six juin mil huit cent quatre-vingt-trois, constate que les titres sus-désignés étaient inscrits sur les livres de ce dernier comme étant la propriété de dame veuve Lamarosse.

2^o Une déclaration de M. Brun-Perret, commis-greffier de M. le juge d'instruction, du dix juin mil huit cent quatre-vingt-trois, constatant le vol commis dans la nuit du quinze au seize juin mil huit cent soixante-quinze.

3^o Les originaux des exploits sus-mentionnés de l'huissier Brun.

Dans ces circonstances et sous offre d'appuyer ces déclarations par d'autres pièces et au besoin par des dépositions de témoins, si le Tribunal ne tenait pas les allégations des exposants comme suffisantes et dignes de foi.

Les exposants recourent à vous, Monsieur le Président et Messieurs, pour qu'il vous plaise ordonner les mesures prescrites par la loi pour faire prononcer l'annulation des titres volés.

Fixer le délai dans lequel les tiers inconnus seront sommés de produire au Greffe les titres revendiqués par les requérants.

Sous réserve, après les mesures de publicité ordonnées par le Tribunal et l'expiration des délais par lui fixés, de prendre telles conclusions que de droit en délivrance de titres nouveaux avec feuille de coupons ou de paiement de leur valeur en cas d'échéance.

Quoi faisant, ferez justice.

Genève, le dix-neuf juillet mil huit cent quatre-vingt-trois.

(Signé) **Blanc-Lacour**, avocat.

TENEUR DU JUGEMENT.

Vu la requête ci-contre et les pièces jointes;

Considérant qu'elles établissent suffisamment que les exposants en leur qualité étaient, depuis la mort de dame Gauthey, veuve Lamarosse, seuls habiles à être en possession des titres et des coupons qui y sont énumérés et que ces titres ont été volés et se sont perdus.

Vu les articles 846 et suivants du Code fédéral des obligations.

Par ces motifs, le Tribunal ordonne au détenteur inconnu des titres et coupons énumérés dans la dite requête de les produire et de les déposer au Greffe du Tribunal de Commerce du canton de Genève, sis au Palais de Justice, place du Bourg-de-Four, à Genève, dans le délai de trois ans à dater de la première publication qui va être ci-après prescrite, faute de quoi l'annulation de ces titres et coupons sera ordonnée.

Ordonne aux exposants de publier la présente ordonnance et la requête sur laquelle elle a été rendue trois fois, à huit semaines de distance, dans la Feuille officielle du Commerce et dans la Feuille des Avis officiels du canton.

Fait défense soit au Comptoir d'Escompte soit à la Compagnie de l'Industrie genevoise du Gaz, débiteurs de ces titres et coupons, d'en payer le montant, sous peine de payer deux fois.

Ordonne aux exposants de signifier, soit au Comptoir d'Escompte, soit à la Compagnie de l'Industrie genevoise du Gaz la présente ordonnance, ainsi que la requête sur laquelle elle a été rendue, pour être ensuite statué au fond quand et comment il appartiendra.

Fait à Genève en la Chambre du Conseil, le vingt juillet mil huit cent quatre-vingt-trois, et signé Ch. Magnin, président, D^r A.-A. Vuy, greffier.

Pour expédition conforme:

(Signé) D^r **A.-Alph. Vuy**, greffier.

La requête et l'ordonnance ci-dessus ont été signifiées au Comptoir d'Escompte de Genève et à la Compagnie de l'Industrie du Gaz de Genève par exploit de l'huissier Edouard Regard du trente juillet 1883.

Pour copie conforme:

L. Blanc-Lacour.

Aufforderung.

Zufolge Beschlusses des Obergerichts vom 27. Dezember 1883 und gemäß Art. 849 u. ff. des schweiz. Obligationenrechts wird der unbekannte Inhaber von folgenden, seit dem Brande der Bleicherei des J. K. Baumann in Buchschwendi in Teufen vom 21. August abhin, vermissten Gutscheinen der Sparkasse in Speicher:

89 F., lautend auf Konrad Baumann, per 31. Dez. 1882, Fr. 20. 85;
 91 F., » » Jakob Signer, per 1. Juli, Fr. 224. 65;
 286 F., lautend auf Elise Baumann, per 1. Januar 1883, Fr. 63. 44;
 287 F., » » Anna Baumann, per 1. Januar 1883, Fr. 63. 44
 331 F., » » Ulrich Hanselmann, per 1. Juli 1883, Fr. 70;

ammit unter Androhung der Amortisation aufgefordert, dieselben innerhalb der gesetzlichen Frist von 3 Jahren von heute an der Verwaltung der Sparkasse in Speicher zuzustellen.

Trogen, 28. Dezember 1883.

Die Obergerichtskanzlei.

Handelsregistereinträge — Inscriptions au Registre du Commerce — Iscrizioni nel Registro di Commercio

I. Hauptregister — I. Registre principal — I. Registro principale

Kanton Zürich — Canton de Zurich — Cantone di Zurigo

1884. 9. Januar. Inhaber der Firma **Aug. Schmid, junior** in Zürich, ist August Schmid von Salach-Württemberg, wohnhaft in Zürich. Natur des Geschäftes: Landesprodukte en gros. Geschäftslokal: Zähringerstraße 10.

11. Januar. Inhaberin der Firma **Wittwe M. Peter** in Winterthur ist Wittwe Maria Peter geb. Tanner von Hofstetten, wohnhaft in Winterthur. Natur des Geschäftes: Spezerei- und Merceriewaarenhandlung. Geschäftslokal: Neustadt Nr. 71.

11. Januar. Die Firma **J. Chr. Frey zur Weerdmühle** in Zürich ist in Folge Todes des Inhabers erloschen. Inhaber der Firma **C. Th. Frey zur Werdmühle** in Zürich ist Kaspar Theodor Frey von und in Zürich. Dieselbe übernimmt Aktiva und Passiva der erloschenen Firma J. Chr. Frey zur Weerdmühle. Natur des Geschäftes: Leim- und Knochenmehlfabrikation. Geschäftslokal: « Werdmühle », Bahnhofstraße 86.

12. Januar. In die Firma **Danzas & C^e** in Basel, mit Filiale in Zürich, deren Alleininhaber bis 31. Dezember 1883 Jules Danzas war, ist laut Eintrag im Handelsregister der Hauptniederlassung, datirt 31. Dezember 1883 und publizirt im Schweizerischen Handelsamtsblatt vom 10. Januar 1884, Laurent Verzinger von Belfort, wohnhaft in Basel, als Kollektivgesellschafter eingetreten. — Die Firma bestätigt die dem Gustav Achilles Ammann ertheilte *Prokura* für das Zürcherhaus.

12. Januar. In die unter der Firma **Müller-Staub & C^e** in Zürich bestehende Kommanditgesellschaft ist der bisherige Prokurist Otto Stünzi von Horgen, wohnhaft in Zürich, am 1. Januar 1884 als unbeschränkt haftender Gesellschafter eingetreten.

Kanton Bern — Canton de Berne — Cantone di Berna

Bureau Aarwangen.

1884. 9. Januar. Inhaber der Firma **Chr. Kohler** in Madiswyl ist Christian Kohler von Landiswyl, in Madiswyl. Natur des Geschäftes: Finken- und Holzschuhfabrikation.

Bureau Bern.

10. Januar. Die Firma **Baksteinfabrik Zollikofen: A. Marcuard** in Zollikofen ertheilt *Prokura* an Johann Karl Eggimann von Sumiswald, in Bern.

14. Januar. Die Firma **Chavanne frères** in Bern ist in Folge Konkurses des Inhabers gestrichen worden.

Bureau Burgdorf.

12. Januar. Die Firma **Dürr & Söhne** in Burgdorf ist in Folge Ueberlassung des Geschäftes an die Söhne des bisherigen Inhabers L' Dürr-Heusler erloschen. Ernst und Louis Dürr, Söhne, von und in Burgdorf, haben auf 1. Januar 1884 unter der Firma **Dürr Söhne** (Durr fils) in Burgdorf eine Kollektivgesellschaft gegründet. Natur des Geschäftes: Strohhutfabrikation. Geschäftslokal: Kreuzgraben.

12. Januar. Die Firma **M. Kappeler-Ramser** in Burgdorf ist in Folge Konkurses der Inhaberin von Amtes wegen gestrichen worden.

Bureau de Courtelary.

10 janvier. Le chef de la maison **Ernest Gindrat**, à Tramelan-dessus, est M^r Ernest Gindrat de et à Tramelan-dessus. Genre de commerce: Fabrication d'horlogerie. Bureau: Tramelan-dessus.

10 janvier. Le chef de la maison **Paul Gindrat Bernard**, à Tramelan-dessus, est M^r Paul Gindrat allié Bernard, de et à Tramelan-dessus. Genre de commerce: Fabrication d'horlogerie. Bureau: Tramelan-dessus.

Bureau de Delémont.

11 janvier. Le chef de la maison **C. Mouttet**, établie à Delémont depuis le premier janvier courant, est Célestin Mouttet, originaire de Mervelier, demeurant à Delémont. Genre de commerce: Escomptes et recouvrements.

Bureau Thun.

9. Januar. Inhaber der Firma **Joh. Gfeller** in Steffisburg ist Johann Gfeller von Signau, wohnhaft in Steffisburg. Natur des Geschäftes: Müllerei und Bäckerei.

9. Januar. Inhaber der Firma **Rob. Marti** im Glockenthal zu Steffisburg sind die Herren Robert Marti und Albert Hirsbrunner, beide von Sumiswald und wohnhaft im Glockenthal zu Steffisburg, welche eine Kollektivgesellschaft eingegangen und obige Firma schon vor dem 1. Januar 1883 geführt haben. Natur des Geschäftes: Bierbrauerei und Wirthschaft.

9. Januar. Inhaber der Firma **Jb. Neuschwander Metzger** in Thun ist Herr Jakob Neuschwander von den Höfen, Kirchgemeinde Amsoldingen, Metzger, wohnhaft in Thun. Natur des Geschäftes: Groß- und Kleinmetzgerei. Geschäftslokal: Obere Hauptgasse.

10. Januar. Unter der Firma **Aktien-Käseereigesellschaft von Thun** besteht mit Sitz und Gerichtsstand daselbst eine Aktiengesellschaft, welche sich zur Aufgabe gestellt hat: a. den Ankauf eines geeigneten Bauplatzes auf dem Graben zu Thun, wie solcher zu dem Zwecke von Herrn Jakob Urfer daselbst um Fr. 4569.70 acquirirt wurde, ferner die Erstellung und Unterhaltung der zur Käsebereitung nöthigen Gebäulichkeiten und Gerätschaften; b. die Käse- und Butterbereitung und die bestmögliche Verwerthung ihrer Milch. Die Gesellschaftsstatuten sind am 31. August 1862 von der Hauptversammlung angenommen und am 20. Februar 1863 vom Regierungsrath des Kantons Bern sanktionirt worden. Die Dauer der Gesellschaft ist auf 15 Jahre festgesetzt in den Statuten, seither aber still-

schweigend auf unbestimmte Zeit verlängert worden. Das voll einbezahlte Aktienkapital ist in den Statuten auf Fr. 12,000 festgesetzt, eingetheilt in 120 Aktien à Fr. 100, seither aber durch weitere Ausgabe von 80 Aktien von je Fr. 100 auf **Fr. 20,000** erhöht worden. Die Aktien lauten auf den Namen und sind vom Präsidenten, Sekretär und Kassier zu unterzeichnen. Die Berufung jeder ordentlichen, wie außerordentlichen Hauptversammlung muß wenigstens 8 Tage zum Voraus durch Abgabe an die Post von schriftlichen Einladungen an sämtliche Aktienbesitzer geschehen. Die auf einen eingereichten statutengemäßen Antrag zur Auflösung der Gesellschaft abzuhaltende Hauptversammlung soll jedoch durch das Amtsblatt und die Lokallblätter 14 Tage vorher mit Angabe der Verhandlungsgegenstände und durch Einladungskarten zusammengeboten werden. Die Vertretung der Gesellschaft nach Außen üben aus: 1) Ein von der Hauptversammlung auf die Dauer von 2 Jahren gewählter Ausschuß von fünf Mitgliedern, aus dessen Zahl der Präsident, Sekretär und Verwalter ebenfalls von der Hauptversammlung gewählt werden. Der Vizepräsident wird vom Ausschuß gewählt. Dieselben haben die gleichen Funktionen bei'r Hauptversammlung. Dieser Ausschuß ist die unmittelbare Aufsichtsbehörde der Gesellschaft. Derselbe berathet und beschließt über alle Angelegenheiten der Gesellschaft, welche nicht der Hauptversammlung vorbehalten sind. Im Falle der Abwesenheit des Präsidenten und Vizepräsidenten vertritt der älteste anwesende Besitzer dieselben in der Eigenschaft als Stellvertreter. 2) Der Verwalter. Derselbe hat alle Inkassi und Bezahlungen für die Gesellschaft zu besorgen und zu jeder Zeit dem Ausschusse Rechnung zu geben und dessen Weisungen über Anlegung der Gelder und Bezahlung der Rechnungen und Baukonti genau zu befolgen. Alle Baurechnungen sind vom Präsidenten zur Bezahlung anzuweisen. Der Ausschuß ist gegenwärtig bestellt aus den Herren: Präsident: Jakob Feller, Vater, Bierbrauer, in Thun; Sekretär: Gottfried Knechtenhofer, an der Bernstraße zu Steffisburg; Verwalter: Vinzenz Moser, Käshändler, daselbst; Beisitzer: C. Marti, auf dem Hübeli bei Thun, und Johann Gerber, im Rebglübi daselbst. Als Vizepräsident ist dato keiner bestellt. Ueber den Betrieb der Käseerei, sowie über das Verhältniß der Aktiengesellschaft zu den übrigen Milchlieferanten ist ein Spezialreglement maßgebend.

11. Januar. Inhaber der Firma **G. Howald** in Thun ist Herr Gustav Howald von Hindelbank, wohnhaft in Thun. Natur des Geschäftes: Goldschmied. Geschäftslokal: Unter-Bälliz.

12. Januar. Inhaber der Firma **Chr. Lehmann** im Glockenthal zu Steffisburg ist Christian Lehmann von Steffisburg, wohnhaft im Glockenthal daselbst. Natur des Geschäftes: Säge und Zimmermeister.

12. Januar. Inhaber der Firma **J. Mürner Meehr** an der Bernstraße zu Steffisburg ist Johann Mürner von Reichenbach, wohnhaft an der Bernstraße zu Steffisburg. Natur des Geschäftes: Mechanische Werkstatt und Säge.

Kanton Luzern — Canton de Lucerne — Cantone di Lucerna

1884. 12. Januar. Inhaber der Firma **A. Comps** in Luzern ist Alfred Comps von Cierp (Frankreich), wohnhaft in Luzern. Natur des Geschäftes: Weinhandlung.

12. Januar. Inhaber der Firma **Jos. Hofstetter-Heim** in Luzern ist Josef Hofstetter-Heim von Entlebuch, wohnhaft in Luzern. Natur des Geschäftes: Möbelhandlung und Tapezierer.

12. Januar. Inhaber der Firma **Emil Meyer** in Luzern ist Emil Meyer von Nieder-Erlinsbach (Solothurn), wohnhaft in Luzern. Natur des Geschäftes: Cigarrenhandlung.

12. Januar. Inhaber der Firma **G. Berger** in Luzern ist Gottlieb Berger von Großhöchstetten (Bern), wohnhaft in Luzern. Natur des Geschäftes: Confiserie.

12. Januar. Inhaber der Firma **Isidor Buholzer** in Ebikon ist Isidor Buholzer von Horw, wohnhaft in Ebikon. Natur des Geschäftes: Gerberei.

12. Januar. Inhaber der Firma **Josef Netzer** in Luzern ist Josef Netzer von Schenken, wohnhaft in Luzern. Natur des Geschäftes: Tapezierer, Dekorateur und Möbelhandlung.

12. Januar. Inhaber der Firma **Adank-Kottmann** in Luzern ist Ulrich Adank-Kottmann von Fläsch (Bünden), wohnhaft in Luzern. Natur des Geschäftes: Mercerie etc.

12. Januar. Inhaber der Firma **Johann Matter** in Kriens ist Johann Matter von Schüpfheim, wohnhaft in Kriens. Natur des Geschäftes: Spezerei- und Mehlhandlung.

12. Januar. Inhaber der Firma **C. Keiser-Henggeler** in Luzern ist Karl Keiser-Henggeler von Zug, wohnhaft in Luzern. Natur des Geschäftes: Weinhandlung.

12. Januar. Inhaber der Firma **Caspar Rinert** in Luzern ist Kaspar Rinert-Wüst von Gunzwyl, wohnhaft in Luzern. Natur des Geschäftes: Viktualienhandlung.

Kanton Schwyz — Canton de Schwyz — Cantone di Svitto

1884. 7. Januar. Die am 31. März 1883 in das Handelsregister eingetragene Firma **C. Weber & C^{ie}** in Schwyz hat sich aufgelöst. An deren Stelle tritt die neue Firma **C. Weber** in Schwyz, deren Inhaber Carl Weber in Schwyz ist. Natur des Geschäftes: Buchdruckerei und Zeitungsverlag.

14. Januar. Inhaber der Firma **Caspar Bünzli** in Einsiedeln ist Caspar Bünzli von Maur, Kt. Zürich, wohnhaft in Einsiedeln. Natur des Geschäftes: Seidenfabrikation.

Kanton Freiburg — Canton de Fribourg — Cantone di Friburgo

Bureau de Fribourg (district de la Sarine).

1884. 12. janvier. La raison **J. Cochard-Grand**, à Fribourg, a été radiée d'office ensuite de la faillite du titulaire prononcée par le tribunal des faillites du canton de Fribourg et publiée à la date du 24 décembre dernier.

12 janvier. La société en nom collectif **Soeurs Frey**, à Fribourg, a été radiée d'office ensuite de la faillite des titulaires prononcée par le tribunal des faillites du canton de Fribourg le 7 janvier courant.

12 janvier. Le chef de la maison **Louis Coudol**, à Fribourg, est Pierre-Théodore dit Louis Coudol, de Villecomtal, département de l'Aveyron (France), domicilié à Fribourg. Genre de commerce: Représentant de commerce. Bureau: Avenue de la gare, 291.

Baselland — Bâle-campagne — Basilea-Campagna

1884. 10. Januar. Fritz Beck von Sumiswald, Gottfried Senn von Zimmerwald, Karl Graf-Rothpletz von Maisprach und Jakob Graf-Schaub von Maisprach, alle vier wohnhaft in Maisprach, haben unter der Firma **Beck & C^e** in Maisprach eine Kollektivgesellschaft eingegangen, welche mit dem 1. Januar 1884 ihren Anfang genommen hat. Natur des Geschäfts: Handel in Edelsteinen. Zur Führung der verbindlichen Unterschrift sind einzig berechtigt Fritz Beck und Gottfried Senn.

Kanton St. Gallen — Canton de St-Gall — Cantone di San Gallo

Bureau St. Gallen.

1884. 9. Januar. In die unter der Firma **B. Rittmeyer & C^e** in St. Gallen bestehende Kollektivgesellschaft, deren bisherige Gesellschafter Franz Eliseus Rittmeyer von und in St. Gallen und Robert Bartholome Rittmeyer von St. Gallen, in Straubenzell, sind, ist als weiterer unbeschränkt haftender Gesellschafter mit dem 1. Januar 1884 Eugen Rittmeyer von und in St. Gallen eingetreten. Die neue Gesellschaft behält den Firmenamen **B. Rittmeyer & C^e** bei und hält die an Bartholome Robert Zollikofer und an August Hescheler erteilte *Prokura* aufrecht.

10. Januar. Die Kollektivgesellschaft **Boesch & Ort** in St. Gallen hat sich aufgelöst. Die Liquidation wird von den Gesellschaftern Jakob Boesch und Adam Ort besorgt.

14. Januar. Die Einzel-Firma **Danzas & C^e** in Basel, die in St. Gallen eine Zweigniederlassung führte, ist laut dem am 31. Dezember 1883 erfolgten Eintrag in das Handelsregister des Kantons Basel-Stadt erloschen. Die unter dem gleichen Datum eingetragene Kollektivgesellschaft **Danzas & C^e** in Basel, welche Aktiva und Passiva der erloschenen Einzel-Firma **Danzas & C^e** übernommen hat, führt in St. Gallen unter der nämlichen Firma **Danzas & C^e** eine Zweigniederlassung, deren solidarische Inhaber die beiden Gesellschafter Jules Danzas und Laurent Werzinger, beide wohnhaft in Basel, sind.

Kanton Aargau — Canton d'Argovie — Cantone d'Argovia

Bezirk Baden.

1884. 12. Januar. Die Kollektivgesellschaft **Bürli & Bucher** in Baden hat sich aufgelöst. Inhaber der Firma **B. Bürli-Bucher** in Baden ist Berchtold Bürli-Bucher von Klingnau, wohnhaft in Baden. Die Firma übernimmt Aktiva und Passiva der erloschenen Firma Bürli & Bucher. Natur des Geschäftes: Kolonialwarenhandlung, Talgsmelzerei und Kerzenfabrikation. Geschäftslokal: Zum Bernerhaus.

Kanton Thurgau — Canton de Thurgovie — Cantone di Turgovia

1884. 10. Januar. Inhaber der Firma **Aug. Kreis** in Ermatingen ist August Kreis von und in Ermatingen. Natur des Geschäftes: Mech. Stickerei.

Kanton Waadt — Canton de Vaud — Cantone di Vaud

Bureau de Lausanne.

1884. 8 janvier. Par décision en date du 5 janvier 1884, le comité de direction de la **Société des Eaux de Lausanne**, délibérant conformément à l'art. 35 des statuts, a délégué à M. René Guisan, l'un de ses membres, la signature sociale, en lieu et place de M. Aloys van Muyden, gérant de la société, auquel cette signature avait été déléguée jusqu'à ce jour. M. Guisan signera: Société des Eaux de Lausanne, l'administrateur délégué: R. Guisan ing^e.

10 janvier. Edouard Jaunin, de Fey, Auguste Jaunin, aussi de Fey, et Emile Pidoux, de Villars-le-Comte, les trois domiciliés à Lausanne, ont constitué en cette ville une société en nom collectif, sous la raison **Jaunin & Pidoux**. Chacun des associés a la signature sociale; néanmoins pour engager la société vis-à-vis des tiers les signatures de tous les associés sont nécessaires. La société a commencé le 20 décembre 1883 et a pour but la fondation et l'exploitation d'un journal qui a pour titre « Courrier suisse ».

Bureau de Moudon.

11 janvier. Jules et Eugène Besson, de Chapelles, y domiciliés; Victor Pache, de Chapelles, y domicilié; Jean-Pierre Mingard; François Mingard; Jean-Louis Mingard; Jean-Abram-Daniel et François Besson; hoirs de Jean-François Pache; Jean-Daniel Cordey; François Cordey; Héli et Alexis Lemat; Louis Pache; Pierre-Samuel Mingard; Jean-Elie Besson; Jean Besson; David Veyre; Jean-Pierre Pache; hoirs de Jules-Pierre-Abram Mingard, tous de Chapelles et y domiciliés; hoirs de François-Louis Pache, de Chapelles, domiciliés à Prilly; Félix Besson; Eugène Besson; Oscar Mingard; David-Samuel Martin, de Chapelles et y domiciliés; Jean-François Boudry, d'Ecoteaux, domicilié à Chapelles, et Jean-Louis Guignat, d'Essertes, domicilié à Chapelles, ont constitué, sous la raison sociale **Mingard, Pache, Besson et Compagnie**, une société en nom collectif, dont le siège est à Chapelles sur Moudon et qui a commencé antérieurement au 1^{er} janvier 1883. Victor Pache; Jean-Pierre Mingard; François Mingard; Jean-Abram-

Daniel Besson et Eugène Besson ont seuls la signature sociale; chacun d'eux engage valablement la société. Genre d'industrie: Exploitation d'une usine à battre le blé.

Bureau d'Yverdon.

10 janvier. La raison **Louis Mermoud-Bolle**, à Yverdon, inscrite au registre du commerce d'Yverdon sous le n^o 58, de 1883, est éteinte ensuite du décès du titulaire.

10 janvier. Louise née Bolle, veuve de François-Louis Mermoud, de Poliez-le-Grand, domiciliée à Yverdon, déclare être le chef de la maison **V^{re} Mermoud-Bolle**, à Yverdon. Genre de commerce: Mercerie, lainerie, tissus.

11 janvier. La raison **Louis Borno**, à Yverdon, inscrite au registre du commerce d'Yverdon, sous le n^o 200, de 1883, est éteinte ensuite de la faillite du titulaire, ensorte qu'elle est radiée d'office.

Kanton Wallis — Canton du Valais — Cantone del Vallesse

Bureau Brig.

1884. 10. Januar. Die Aktiengesellschaft genannt **Société du Bain des Alpes à Loèche-les-Bains**, eingetragen den 31. März 1883 unter der Nr. 9, hat sich zufolge Verkaufs des Hôtel des Alpes, ihres Ausbeutungsgegenstandes, aufgelöst.

Kanton Neuenburg — Canton de Neuchâtel — Cantone di Neuchâtel

Bureau de la Chaux-de-Fonds.

1884. 11 janvier. Jâmes Robert-Tissot, du Locle et de la Chaux-de-Fonds, et Emile Candaux, de Premier, Vaud, les deux domiciliés à la Chaux-de-Fonds, ont constitué à la Chaux-de-Fonds, sous la raison sociale **Robert & Candaux**, une société en nom collectif, dès le 1^{er} janvier 1884. Genre de commerce: Fabrication et montage de boîtes de montres en or. Bureaux: Rue de la Charrière, n^o 21.

Kanton Genêve — Canton de Genève — Cantone di Ginevra

1884. 7 janvier. Déclaration d'inscription d'une société qui se fait inscrire dans le registre du commerce en qualité d'*association* conformément au titre 27 du Code fédéral des obligations. Sous la dénomination de **Société civile de la Chapelle de Vernier** il a été fondé, antérieurement au 1^{er} janvier 1883, une société civile, dont le siège est au domicile de son président, actuellement M^r Pierre Eugène Picot, ancien pasteur, demeurant à Vernier, et qui a pour objet de conserver et maintenir la chapelle fondée dans la commune de Vernier, et d'y célébrer comme par le passé, le culte protestant, ainsi que de pourvoir aux besoins spirituels des protestants de la dite commune et autres environnantes. Le but des fondateurs étant que la société fût perpétuelle, ils n'en ont pas fixé la durée et ils ont statué que la dissolution ne pourrait avoir lieu que par une décision de la société prise à la majorité des deux tiers des membres composant celle-ci. La société n'a pas de capital déterminé. Elle possède la chapelle et le terrain situé autour, formant au cadastre de la commune de Vernier une parcelle de 6 ares 72 mètres. Elle se compose de 7 à 9 sociétaires, dont les 9 premiers ont été désignés par les fondateurs. Les membres de la société en sortent par retraite ou par la mort, sans que leurs droits passent à leurs héritiers ou ayants-droit. Les membres appellent à la société de nouveaux membres pour remplacer ceux qui se retirent ou sont morts, de manière toutefois à ce que le nombre ne dépasse pas 9 et ne soit pas inférieur à 7. Les nouveaux membres doivent, au pied de l'expédition de l'acte constitutif de la société, déclarer qu'ils adhèrent purement et simplement à tout le contenu du susdit acte. Il n'est rien stipulé quant à la manière dont les publications de la société doivent avoir lieu pour être opposables aux sociétaires. La société prend toutes ses décisions à la simple majorité des voix de ses membres; la dite majorité est habile à recevoir tous legs, à accepter toutes donations, à placer tous capitaux, à recevoir toutes sommes, à donner toutes quittances et décharges valables, à consentir la radiation de toutes inscriptions hypothécaires, et généralement à faire tous actes d'administration et de propriété. Il existe en outre un bureau, composé d'un président, d'un caissier et d'un secrétaire, dont les fonctions sont déterminées par la société. Aucune responsabilité n'a été prévue par l'acte constitutif à la charge des sociétaires, qui s'en considèrent en conséquence comme entièrement exonérés. L'association se compose actuellement des suivants: MM.: Eugène Picot; Ernest Naville; Jaques Eberhardt; L^e De l'Harpe; Louis J. Choisy, domiciliés à Genève; Antoine Gaillard; J^e L^e Naville-Todd; J. P. Sezez-Duboule; A^e Cougnard, domiciliés à Vernier.

10 janvier. La raison **Ch. Rueff & Frère**, à Genève, commerce de grains et farines, est radiée d'office par suite de la faillite des titulaires, prononcée en date du 9 courant par le tribunal de commerce.

10 janvier. Sous la dénomination de **Société Civile du Médecin de Jussy** il a été constitué, le 10 décembre 1855, par acte Jean Marc Demole, notaire à Genève, une société civile, dont le but est d'acquiescer du sieur Pierre Antoine Rojoux un immeuble sis dans la commune de Jussy, lieu dit « les Bélians », pour le mettre à la disposition d'un docteur en médecine, aux fins d'obtenir de lui son séjour dans la commune de Jussy et ses soins à des conditions avantageuses pour les sociétaires. Le fonds capital de la société se composait, en outre de dons, legs et contributions, de 150 actions de 100 francs, lesquelles ont toutes été intégralement remboursées. La durée de la société est perpétuelle. Son siège est à Jussy, au domicile du président de la société. La société est administrée par un comité d'administration de neuf membres, nommés par l'assemblée générale pour 4 ans et rééligibles. Ce comité est actuellement composé de MM.: Alphonse Faesch, président, Louis Raymond, vice-président, Marc Micheli, secrétaire, Etienne Duvillard, Louis Bayard, Marc H. Dimier, Pierre Chenevard, Simon Bayard, Jules Terrier, tous domiciliés à Jussy. Le comité représente la société pour tous actes et toutes opérations quelconques. La majorité des

membres représente valablement la société. La présente société se fait inscrire dans le registre du commerce en qualité d'association au bénéfice de l'art. 898 du Code fédéral des obligations.

10 janvier. Le chef de la maison **Ch^m Dufresne**, à Genève, est Charles Samuel Dufresne, d'Aigle et Leysin (Vaud), domicilié à Genève. Genre de commerce: Coiffeur. Magasin: 30, Grand-Quai.

10 janvier. Le chef de la maison **Albert Papener**, à Genève, est Hermann Albert Isaac Papener, de Genève, y domicilié. Genre de commerce: Ferblantier-lampiste. Magasin: 3, Rue de la Tour-de-Boël.

10 janvier. Le chef de la maison **Aug. Koch**, à Genève, est Auguste Koch, citoyen français par option, domicilié à Genève. Genre de commerce: Ferblanterie, plomberie. Magasin: 9, Rue de Montbrillant.

10 janvier. Le chef de la maison **J. M. Fournier M^r Tailleur**, à Carouge, est Jean Marie Fournier, de Ferrière (Haute-Savoie), domicilié à Carouge. Genre de commerce: Marchand-tailleur. Magasin: 107, Rue Ancienne.

10 janvier. La procuration qui avait été conférée par la maison Marlin, de Joué-les-Tours (France), à M^r Albert Aristide Gougé, de Mostaganem (Algérie), pour gérer la succursale de Genève, a cessé d'être valable depuis le 10 juillet dernier, par suite d'un accord à l'amiable intervenu entre les parties. La maison **Marlin** a par contre, et depuis la même date, constitué pour son fondé de procuration M^r Edmond Marlin, de St-Denis (Seine), domicilié actuellement à Genève.

11 janvier. Le chef de la maison **Gallay Hyacinthe**, à Carouge, est Hyacinthe Gallay, du Plan-les-Ouates (Genève), domicilié à Carouge. Genre de commerce: Marchand de grains. 7, Rue Ancienne.

11 janvier. Le chef de la maison **C. Oesch**, aux Eaux-Vives, est Charles Oesch, de Schwarzenegg (Berne), domicilié aux Eaux-Vives. Genre de commerce: Ferblanterie. Magasin: 48, Chemin des Eaux-Vives.

11 janvier. Par jugement du 10 janvier 1884, le tribunal de commerce de Genève a déclaré en état de faillite, dès le 23 février 1882, sieur **Henri Naville**, épicerie, domicilié à Genève, Rue Sismondi.

11 janvier. Le chef de la maison **Herbuté**, à Carouge, est François Joseph Herbuté, citoyen français par option, domicilié à Carouge. Genre de commerce: Epicerie. Magasin: 48, Rue Caroline.

11 janvier. Le chef de la maison **Th. Stichling**, à Genève, est Theon Franz Eluis Stichling, de Berka a/Ihm (Saxe-Weimar), domicilié à Genève. Genre de commerce: Bijouterie et articles d'optique. Magasin: 10, Rue de Cornavin.

11 janvier. Le chef de la maison **Louis Jacques**, à Carouge, est Jean Louis Jacques, de Carouge, y domicilié. Genre de commerce: Maréchal ferrant. Atelier: 373, Rue St-Léger.

11 janvier. Albert Vernet, de Rolle (Vaud), domicilié à Genève, et Jean Wild, domicilié à Londres, ont constitué à Genève, sous la raison sociale **Albert Vernet & C^e**, une société en commandite, dans laquelle Albert Vernet est seul associé gérant indéfiniment responsable, et Jean Wild associé commanditaire pour une commandite de fr. 50,000. Cette société, commencée le 1^{er} janvier de cette année, a pour objet le commerce de tissus, filés en gros; la représentation et la commission. Bureaux: 8, Rue d'Italie.

11 janvier. Le chef de la maison **S^{me} Adler**, à Genève, est Madame veuve Susanne Françoise Adler, née Croisier, de Genève, y domiciliée. Genre de commerce: Poëlier, chaudronnier. Ateliers: 38, Terreaux du Temple.

12 janvier. Le chef de la maison **B. Rastello**, à Genève, commencée en mars 1883, est Besso Antoine Rastello, de Roncocanars (Italie), domicilié 3, Rue de l'Ecole, aux Pâquis. Genre de commerce: Vitrerie.

12 janvier. Le chef de la maison **Théophile Perrier**, aux Eaux-Vives, est Théophile Perrier, de Tannings (Haute-Savoie), domicilié aux Eaux-Vives. Genre de commerce: Marchand de vins. Bureaux: 13, Chemin du Jeu-de-l'Arc. Maison commencée en octobre 1883.

12 janvier. La société en nom collectif **Abresol & Mottaz**, émailleurs, à Genève, est dissoute à dater du 31 octobre 1883. La liquidation en est opérée par les associés eux-mêmes. Louis Abresol, de Genève, et César Regard, de Veigy-Foncenex (Haute-Savoie), les deux domiciliés à Genève, y ont constitué, sous la raison sociale **Abresol & Regard**, une société en nom collectif, commencée le 31 octobre 1883. Genre de commerce: Émailleurs. Ateliers: 2, Rue Winkelried.

12 janvier. Le chef de la maison **J^{me} Hayoz**, à Carouge, est Madame veuve Jeanne Hayoz, née Julliard, de Carouge, y domiciliée. Genre de commerce: Epicerie, mercerie. Magasin: 422, Rue Ancienne.

II. Besonderes Register — II. Registre special — II. Registro speciale

Eintragungen: — Incriptions: — Iscrizioni:

Kanton Zürich — Canton de Zurich — Cantone di Zurigo

1884. 11. Januar. **Johannes Alder**, geb. 4. Februar 1844, Schreiner, von Küsnacht, wohnhaft in Hottingen.

Streichungen im Besondern Register: — Radiations au registre spécial: — Cancellazioni nel Registro speciale:

Kanton Bern — Canton de Berne — Cantone di Berna

Bureau Thun.

1884. 9. Januar. **Jakob Neunenschwander**, geb. im Mai 1844 Metzgermeister, von den Höfen, in Thun, publizirt im Handelsamtsblatt vom 9. Februar 1883. Amtlich gestrichen wegen Eintragung in's Handelsregister A.

12. Januar. **Christian Lehmann**, geb. im Januar 1846, Zimmermeister, von Steffisburg, im Glockenthal daselbst, publizirt im Handelsamtsblatt vom 12. Februar 1883. Amtlich gestrichen wegen Eintragung in's Hauptregister.

Kanton Luzern — Canton de Lucerne — Cantone di Lucerna

1884. 12. Januar. **Isidor Buholzer**, Landwirth in Horw, publizirt im Handelsamtsblatt vom 2. April 1883, ist in Folge Uebertrag auf Register A gestrichen worden.

Schweizerische Fabrik- und Handelsmarken. Marques suisses de fabrication et de commerce.

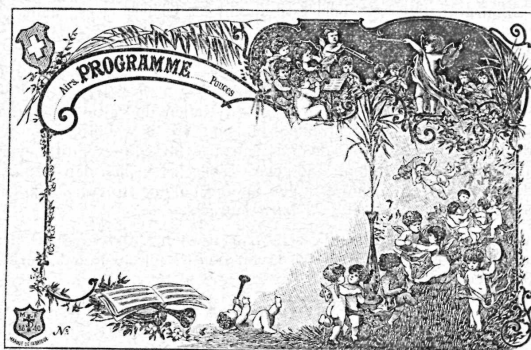
Vom eidg. Markenamt vollzogene Eintragungen:

Enregistrements effectués par le Bureau fédéral des marques:

Le 10 janvier 1884, à midi.

No 1084.

Mermod frères, fabricants,
Ste-Croix.

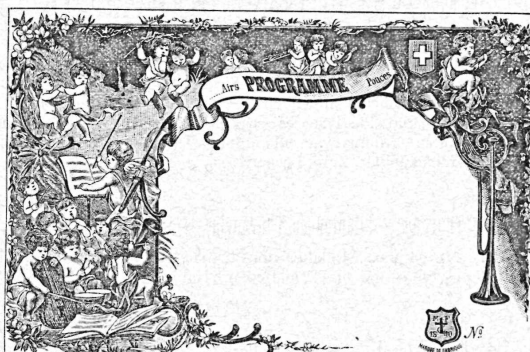


Boîtes à musique.

Le 10 janvier 1884, à midi.

No 1085.

Mermod frères, fabricants,
Ste-Croix.



Boîtes à musique.

Den 10. Januar 1884, 4 Uhr Nachmittags.

No 1086.

Ballif & C^{ie}, Kaufleute und Fabrikanten,
Bern und Schermen (Gemeinde Bolligen).



Aechter holländischer Kaffee-Extrakt.

Wochensituation der schweizerischen Emissionsbanken (inkl. Zweiganstalten) vom 12. Januar 1884.
Situation hebdomadaire des banques d'émission suisses (y compris les succursales) du 12 janvier 1884.

Nr.	Firma Raison sociale	Noten — Billets		Gesetzliche Baarschaft, inbegriffen das Guthaben bei der Zentralstelle		Noten anderer schweiz. Emissionsbanken.		Uebrigere Kassabestände		Total	
		Emission	Circulation	Gesetzliche Notendeck. 40 o/o der Zirkulation. Couverture légale des billets 40 o/o de la circulation.	Frei verfügbarer Theil. Partie disponible.	Epèces ayant cours légal. y compris l'avoir au Bureau central	Billets d'autres banques d'émission suisses.	Autres valeurs en caisse	Fr.	Ct.	Fr.
1	St. Gallische Kantonalbank, St. Gallen . . .	7,800,000	7,701,630	3,080,652	887,134	50	716,490	63,117	51	4,747,394	01
2	Basellandschaftl. Kantonalbank, Liestal . . .	1,000,000	965,410	886,164	101,391	—	20,020	12,944	05	520,519	05
3	Kantonalbank von Bern, Bern	9,000,000	8,064,815	3,225,926	1,705,792	10	292,870	236,285	76	5,460,873	86
4	Banca cantonale ticinese, Bellinzona	1,950,000	1,918,850	767,540	165,125	—	2,800	214,952	30	1,150,417	30
5	Bank in St. Gallen, St. Gallen	6,000,000	5,920,140	2,965,056	458,484	41	312,800	616	54	3,139,956	95
6	Crédit agr. et ind. de la Broye, Estavayer . .	499,410	490,320	196,128	13,972	—	24,820	5,925	97	240,845	97
7	Thurg. Kantonalbank, Weinfelden	1,500,000	1,214,160	485,664	155,561	57	55,310	9,342	30	705,877	87
8	Aargauische Bank, Aarau	3,100,000	2,980,700	1,192,280	142,627	65	61,050	50,940	24	1,446,897	89
9	Toggenburger Bank, Lichtensteig	1,000,000	952,080	380,832	113,266	59	165,880	34,340	17	684,318	76
10	Banca della Svizzera italiana, Lugano	2,000,000	1,953,150	781,260	227,402	51	34,800	51,755	56	1,095,218	07
11	Thurgauische Hypothekenbank, Frauenfeld . .	1,000,000	856,230	342,492	179,393	05	14,430	27,516	75	563,831	80
12	Graubündner Kantonalbank, Chur	3,000,000	2,690,170	1,076,068	249,500	—	184,600	26,501	20	1,586,669	20
13	Kantonale Spar- und Leihkasse, Luzern . . .	1,094,800	965,050	386,020	382,720	—	129,540	2,084	94	900,364	94
14	Banque du Commerce, Genève	20,000,000	17,496,950	6,998,780	2,352,719	60	388,600	231,154	40	9,971,251	—
15	Appenzell A./Rh. Kantonalbank, Herisau . . .	2,500,000	2,413,250	965,300	96,040	21	150,750	111,115	83	1,323,206	04
16	Bank in Zürich, Zürich	6,000,000	5,774,050	2,309,620	3,261,341	02	445,300	4,780	05	6,021,041	07
17	Bank in Basel, Basel	12,000,000	10,622,000	4,248,800	1,095,474	28	802,100	4,465	64	6,100,839	92
18	Bank in Luzern, Luzern	2,000,000	1,972,350	788,940	323,635	—	71,000	23,349	86	1,266,924	86
19	Banque de Genève, Genève	5,000,000	4,532,320	1,812,928	302,804	20	203,950	186,514	—	2,506,196	20
20	Crédit Gruyérien, Bulle	290,000	286,480	114,592	16,753	—	19,510	884	26	151,689	26
21	Zürcher Kantonalbank, Zürich	14,600,000	12,795,030	5,118,012	3,788,116	01	2,390,660	89,148	11	11,385,986	12
22	Solothurnische Bank, Solothurn	2,500,000	2,434,060	973,624	232,919	83	136,750	42,206	25	1,385,500	08
23	Bank in Schaffhausen, Schaffhausen	1,000,000	991,150	396,460	83,756	39	26,110	54,479	90	560,806	29
24	Banque cantonale fribourgeoise, Fribourg . .	956,905	798,275	319,310	271,040	—	22,460	10,739	34	623,499	34
25	Caisse d'amort. de la dette publique, Fribourg	1,164,010	1,056,460	422,184	92,866	—	16,550	9,090	42	540,690	42
26	Banque cantonale vaudoise, Lausanne	7,975,565	7,403,695	2,961,478	793,542	68	589,000	251,965	44	4,595,986	12
27	Ersparnißkasse des Kantons Uri, Altorf . . .	375,000	362,650	145,060	49,966	70	5,300	1,708	06	202,929	06
28	Kant. Spar- und Leihkasse v. Nidw., Stans . .	500,000	471,900	188,760	6,410	—	8,060	690	09	203,020	09
29	Banque populaire de la Gruyère, Bulle	300,000	299,340	119,936	18,929	—	24,420	478	04	163,763	04
30	Banque cantonale neuchâtelaise, Neuchâtel . .	2,750,000	2,650,300	1,032,120	271,570	—	236,280	27,959	93	1,567,929	93
31	Banq. commerciale neuchâtelaise, Neuchâtel .	4,500,000	4,231,800	1,692,720	735,030	—	310,680	451,928	18	3,190,368	18
32	Schaffhauser Kantonalbank, Schaffhausen . .	800,000	796,200	318,480	60,237	50	101,070	12,427	67	482,215	17
33	Glärner Kantonalbank, Glarus	500,000	430,000	172,000	206,062	—	328,100	6,166	35	712,328	35
	Stand am 5. Januar 1884	124,655,190	114,420,465	45,768,186	18,831,583	80	8,282,060	2,257,520	11	75,139,349	91
	Etat au 5 janvier 1884	124,531,040	117,966,485	47,186,594	16,451,962	20	7,707,795	2,895,103	87	74,241,455	07
		+ 124,150	- 3,546,020	- 1,418,408	+ 2,379,621	60	+ 574,265	- 637,583	76	+ 897,894	84

* Wovon in Abschnitten } à Fr. 1000 Fr. 6,103,000
dout en coupures } à " 500 " 10,500,000
" " 100 " 87,322,550
" " 50 " 29,936,825
unter }
au dessous de) " 50 " 558,090
Fr. 114,420,465

Gold } Fr. 40,333,616. —
Silber }
Argent } " 24,266,153. 80
Gesetzliche Baarschaft } Fr. 64,599,769. 80
Encaisse légale }

Spezieller Ausweis der schweiz. Emissionsbanken (inclusive Zweiganstalten) mit beschränktem Geschäftsbetrieb.
Etat spécial des banques d'émission suisses (y compris les succursales) avec opérations restreintes.

Vom 12. Januar 1884. — Du 12 janvier 1884.
(Artikel 15 und 16 des Gesetzes.) (Articles 15 et 16 de la loi.)

Nr.	Firma Raison sociale	Noten-Emission Emission	Notendeckung nach Art. 15 des Gesetzes. — Couverture suivant l'article 15 de la loi						Total
			Noten anderer schweizerischer Emissionsbanken Billets d'autres banques d'émission suisses	Checks, innert 8 Tagen fällige Depôt- u. Kassascheine von Banken. Chèques, bons de caisse et de dépôt de banques, échéant dans les 8 jours.	Schweizer Wechsel Effets sur la Suisse	Anland-Wechsel Effets sur l'étranger	Lombard-Wechsel Avances sur nantissement	Schweiz. Staatskassascheine, Obligationen und Coupons. Bons de caisse d'états suisses, obligations desdits états et leurs coupons	
5	Bank in St. Gallen	6,000,000	312,800	—	2,890,317. 02	2,018,999. 79	1,852,130. —	—	7,074,746. 81
14	Banque du Commerce à Genève	20,000,000	388,600	142,210. 70	14,035,524. 65	306,377. 90	2,105,400. —	—	16,978,313. 25
16	Bank in Zürich	6,000,000	445,300	—	8,355,649. 04	636,379. 10	3,758,080. 85	—	13,195,408. 99
17	Bank in Basel	12,000,000	802,100	—	11,939,687. 39	559,284. —	4,439,827. 95	—	17,740,899. 84
19	Banque de Genève	5,000,000	203,950	—	7,504,530. 55	137,831. 35	744,661. 10	—	8,590,973. —
31	Banque commerciale neuchâtelaise	4,500,000	310,680	—	8,363,192. 55	115,195. 93	895,400. —	—	9,684,468. 48
	Stand am 5. Januar 1884	53,500,000	2,463,430	142,210. 70	53,089,401. 20	3,774,268. 07	13,795,499. 90	—	73,264,809. 87
	Etat au 5 janvier 1884	53,500,000	2,835,725	91,689. 85	54,772,088. 83	3,811,242. 08	13,745,520. 15	—	75,256,265. 91
		—	- 372,295	+ 50,520. 85	- 1,682,687. 63	- 36,974. 01	+ 49,979. 75	—	- 1,991,456. 04

Aktiven — Actif **Passiven — Passif**

Nr.	Firma Raison sociale	Gesetzliche Baarschaft Epèces ayant cours légal	Notendeckung n. Art. 15 des Gesetzes Couverture d. billets suiv. art. 15 de la loi	Uebrigere kurzfristige Guthaben Autres créances disponibles à courte échéance	Total	Noten-Zirkulation Billets en circulation	In längst. 8 Tagen zahlbare Schulden Engagements échéant dans les huit jours	Wechselschulden Engagements sur effets de change	Total
14	Banque du Commerce à Genève	9,351,499. 60	16,978,313. 25	71,106. 90	26,400,919. 75	17,496,950	3,847,614. —	—	21,344,564. —
16	Bank in Zürich	5,570,961. 02	13,195,408. 99	918,364. 55	19,684,734. 56	5,774,050	6,420,597. 78	—	12,194,647. 78
17	Bank in Basel	5,344,274. 28	17,740,899. 84	1,195,594. 49	24,280,768. 11	10,622,000	5,284,961. 66	—	15,906,961. 66
19	Banque de Genève	2,115,732. 20	8,590,973. —	—	10,706,705. 20	4,532,320	866,167. 15	—	5,898,487. 15
31	Banque commerciale neuchâtelaise	2,427,750. —	9,684,468. 48	120,987. 72	12,233,206. 20	4,231,800	321,138. 91	—	4,552,938. 91
	Stand am 5. Januar 1884	* 27,636,757. 51	73,264,809. 87	3,096,847. 45	103,998,414. 83	48,577,260	17,798,853. 17	16,000. —	66,892,113. 17
	Etat au 5 janvier 1884	26,627,623. 25	75,256,265. 91	3,155,547. 77	105,039,436. 93	50,759,870	16,378,709. 57	166,210. 15	67,304,789. 72
		+ 1,009,134. 26	- 1,991,456. 04	- 58,700. 32	- 1,041,022. 10	- 2,182,610	+ 1,420,143. 60	- 150,210. 15	- 912,676. 55

* Ohne Fr. 16,106. 14 Scheidemünzen und nicht tarifirte fremde Münzen.
* Sans fr. 16,106. 14 monnaies d'appoint et monnaies étrangères non tarifées.
Disconto am 14. Januar 1884 in Basel, Zürich, Bern und Genf 3%, St. Gallen und Lausanne 3 1/2 %.
Escompte le 14 janvier 1884 à Bâle, Zurich, Berne et Genève 3%, St-Gall et Lausanne 3 1/2 %.

Rückruf von Noten der gesetzlich autorisirten Emissionsbanken.

Wir bringen wiederholt in Erinnerung, daß alle Noten unter 50 Franken, diejenigen welche nicht auf Franken lauten, die Kassenscheine der Solothurnischen Bank und die Buoni di Cassa der beiden tessinischen Emissionsinstitute von den betreffenden Banken nicht mehr ausgegeben werden dürfen und möchten wir im Interesse eines raschen Austausches die Inhaber von solchen Noten ersuchen, dieselben an den Kassen der Emissionsbanken zur Einlösung vorzuweisen.

Bern, den 15. Januar 1884.

Eidg. Finanzdepartement.

Retrait de billets des banques d'émission légalement autorisées.

Nous rappelons de nouveau par la présente que tous les billets au dessous de 50 fr., ceux qui ne sont pas stipulés en francs, les bons de caisse de la banque de Soleure et les « Buoni di Cassa » des deux banques d'émission tessinoises ne doivent plus être mis en circulation par la banque qui les a émis et nous invitons les porteurs de ces billets, dans l'intérêt d'un prompt échange, à les présenter au remboursement aux caisses des banques d'émission.

Berne, le 15 janvier 1884.

Département fédéral des finances.

Anstände betreffend Verzollungen in Deutschland.

Nachdem in neuester Zeit wiederholt bei Beschwerden über unrichtige Anwendung des deutschen Zolltarifs seitens der beschwerdeführenden Firmen oder Personen ein unrichtiges Verfahren eingeschlagen worden ist, bringen wir in Erinnerung, daß, um Zeitverlust und erfolglose Schritte zu vermeiden, solche Beschwerden zunächst bei der zuständigen Zollstätte des betreffenden deutschen Staates geltend gemacht werden müssen. Gegen den Bescheid dieser Zollstätte kann an die Oberzollbehörde und eventuell an das Ministerium des betreffenden Staates rekurrirt werden. Erst nach Erschöpfung dieses Instanzenzuges kann die diplomatische Vermittlung der Schweiz bei der deutschen Reichsregierung eintreten.

Eidg. Handels- und Landwirthschafts-Departement.

Difficultés relatives à l'application du tarif douanier allemand.

Des plaintes ont surgi de divers côtés ces derniers temps, au sujet de la manière dont le tarif des douanes allemandes est appliqué. Or les maisons ou les personnes qui réclament à cet égard s'engagent généralement dans une fautive voie, c'est pourquoi nous croyons devoir rappeler que, pour éviter des pertes de temps et des démarches inutiles, il est indispensable de s'adresser avant tout au bureau de douane compétent de l'état allemand respectif. Il y a recours contre la décision de ce bureau auprès de la direction générale des douanes et éventuellement auprès du ministre de l'état que la réclamation concerne. Ce n'est qu'après avoir épuisé ces différentes instances que l'intervention diplomatique de la Suisse est admise par le gouvernement allemand.

Département fédéral du commerce et de l'agriculture.

Stellen - Ausschreibung.

In Folge Beförderung des bisherigen Inhabers wird die Stelle eines Kontrolleurs bei der Hauptzollstätte Romanshorn zur Wiederbesetzung ausgeschrieben. — Jahresbesoldung bis auf Fr. 3500. — Anmeldung bis zum 23. Januar nächsthin bei der Zolldirektion in Schaffhausen.

In Folge Hinscheidens des bisherigen Inhabers ist die Stelle eines Direktors des VI. schweiz. Zollgebietes mit Amtssitz in Genf erledigt. Jahresbesoldung bis auf Fr. 5000. — Anmeldungen sind bis 30. Januar nächsthin der Oberzolldirektion einzureichen.

Bern, den 12./15. Januar 1884.

Eidg. Oberzolldirektion.

Mises au concours.

Un concours est ouvert pour repouvoir la place de contrôleur au bureau principal des péages à Romanshorn, vacante par suite d'avancement du titulaire. — Traitement annuel jusqu'à fr. 3500. — S'adresser jusqu'au 23 janvier courant à la Direction des péages à Schaffhouse.

Par suite du décès du titulaire, la place de directeur du VI^e arrondissement fédéral des péages à Genève est mise au concours. — Traitement annuel jusqu'à fr. 5000. — Les offres de service seront reçues jusqu'au 30 janvier courant à la Direction générale des péages à Berne.

Berne, le 12/15 janvier 1884.

Direction générale des péages.

Avvisi di concorso.

In seguito di promozione del controllore all'ufficio principale dei dazi a Romanshorn, il posto vacante viene messo in concorso. — Stipendio sino a fr. 3500. — Annunziarsi entro il 23 corrente alla Direzione dei dazi a Sciaffusa.

Per la morte del titolare il posto di direttore del VI^o circondario federale dei dazi a Ginevra si trova vacante. — Stipendio annuo fino a fr. 5000. — Aspiranti a quest'ufficio devono inoltrare analoga domanda alla direzione generale dei dazi entro il 30 corrente.

Berna, li 12/15 gennajo 1884.

Direzione generale dei dazi.

Veredlungsverkehr mit Seide zum Färben.

Während des Monats Dezember 1883 wurden 233 q Rohseide zum Färben über Genf nach Frankreich ausgeführt.

Eidg. Oberzolldirektion.

Trafic de perfectionnement pour soie à teindre.

Pendant le mois de décembre 1883, 233 q de soie grège ont été expédiés par Genève en France pour y être teints.

Direction générale des péages.

Règlement d'exécution pour la loi fédérale concernant la propriété littéraire et artistique.

(Du 28 décembre 1883.)

Le Conseil fédéral suisse, en exécution de l'art. 3 de la loi fédérale du 23 avril 1883 concernant la propriété littéraire et artistique, arrête :

Art. 1^{er}. Le Département fédéral du commerce (division du commerce et de l'industrie) à Berne tient en double un registre (registre A) pour les œuvres dont l'inscription est obligatoire à teneur de la loi fédérale, savoir : a. pour les œuvres posthumes et pour celles qui sont publiées par la Confédération, par un canton, par une personne juridique ou par une société (art. 3, 1^{er} alinéa, de la loi fédérale); b. pour les œuvres photographiques et autres œuvres analogues (art. 9 de la loi fédérale). — Art. 2. Le même office tient en double un second registre (registre B) pour toutes les autres œuvres auxquelles la loi fédérale peut être appliquée. L'inscription de ces œuvres est facultative et n'a lieu qu'à la demande de l'auteur ou de son ayant cause (art. 3, alinéa 2, de la loi fédérale). — Art. 3. La demande d'inscription d'une œuvre doit être faite par écrit, conformément au formulaire I et parvenir franc de port à l'office indiqué à l'art. 1^{er}. La signature et le domicile de celui qui demande l'inscription doivent être certifiés officiellement sur le formulaire. — Art. 4. Sont en droit de faire cette demande : les auteurs domiciliés en Suisse pour toutes leurs œuvres, et les auteurs qui n'y sont pas domiciliés, pour toutes les œuvres publiées en Suisse; de plus : l'auteur d'une œuvre parue à l'étranger et qui, lui-même, n'est pas domicilié en Suisse; mais seulement si l'auteur d'une œuvre parue en Suisse est traité, dans le pays étranger, sur le même pied que l'auteur d'une œuvre parue dans le dit pays. Les auteurs étrangers de cette dernière catégorie doivent se conformer aux prescriptions du présent règlement, à moins qu'une convention internationale ne dispose le contraire. Pour les œuvres parues à l'étranger, l'office précité est libre d'établir un registre de chaque espèce par état. — Art. 5. La demande d'inscription des œuvres désignées à l'art. 1^{er} doit être présentée — sous la responsabilité de celui à qui cette demande incombe — assez tôt pour que l'inscription puisse avoir lieu dans l'espace de trois mois après leur première publication. Il n'est pas fixé de terme de ce genre pour la demande d'inscription des œuvres désignées à l'art. 2. — Art. 6. La taxe pour l'inscription d'une œuvre est de fr. 2; elle doit être payée par mandat de poste ou en espèces à l'office mentionné à l'art. 1^{er}. — Art. 7. Pour les œuvres qui se publient périodiquement, par livraisons, en différentes parties successives ou de toute autre manière analogue, il faut faire une demande d'inscription spéciale pour chaque publication paraissant à un moment distinct de celle qui la précède ou qui la suit, en observant les prescriptions contenues dans les articles précédents. — Art. 8. Si la demande d'inscription est faite par un tiers, ce dernier doit produire une procuration l'autorisant à agir pour l'ayant droit. Cette procuration doit être jointe au dossier concernant la dite inscription. — Art. 9. Une demande d'inscription ne peut être considérée comme valable que si les formalités indiquées dans les art. 3 à 8 ont été remplies. Si ce n'est pas le cas, l'inscription est refusée, sauf recours à l'instance administrative supérieure. — Art. 10. Afin de faciliter la constatation de ses droits, celui qui demande l'inscription d'une œuvre peut déposer à l'office indiqué à l'art. 1^{er} un exemplaire de cette œuvre ou, si elle n'est pas multipliée, une reproduction (par exemple une photographie) ou une copie de la dite œuvre. Il peut, de plus, au même office, faire munir son œuvre du timbre officiel et se la faire renvoyer contre le paiement des émoluments suivants : pour l'apposition d'un timbre 50 cent.; pour l'apposition de 2 à 20 timbres (aux œuvres qui se composent de diverses parties devant être timbrées séparément), par timbre 30 cent.; pour l'apposition de 21 timbres et au delà, par timbre 20 cent. — Art. 11. Si la demande d'inscription satisfait aux prescriptions de la loi et du présent règlement d'exécution, il est procédé immédiatement à l'inscription dans les registres. — Art. 12. Les registres contiennent : a. le numéro d'ordre de l'œuvre; b. la date de l'inscription; c. la désignation de l'œuvre; d. le nom et le domicile du propriétaire du droit d'auteur; si ce dernier est limité par le droit d'édition (O. 373) ou partagé (droit de publication et d'exécution d'œuvres dramatiques et musicales, art. 7 de la loi fédérale), etc., les circonstances y relatives doivent être indiquées ici; e. le nom et le domicile de l'auteur; f. la raison de commerce et le domicile de l'éditeur; g. la date et le lieu de la première publication; h. les observations (cas échéant le nom et le domicile du fondé de procuration, etc.).

Il faut indiquer sous la rubrique c : la nature de l'œuvre (livre, écrit périodique, traduction, œuvre dramatique, musicale, dramatico-musicale, photographie, dessin, œuvre de peinture ou de sculpture, plan, carte, etc.); de plus : une courte description de l'œuvre (titre, qualification, objet, etc.), suivant la nature de l'œuvre, conformément aux indications contenues dans le formulaire de demande d'inscription. — Art. 13. La demande d'inscription et l'inscription elle-même doivent se faire dans une des trois langues nationales. Un répertoire alphabétique doit être établi pour chaque double des registres; ce répertoire doit constamment être tenu à jour. — Art. 14. L'inscription d'une œuvre, ainsi que le transfert du droit d'auteur (art. 17 du présent règlement), ont lieu aux risques et périls de celui qui les demande. Son droit de faire cette demande n'est soumis à aucun examen préalable, non plus que l'exactitude de ses déclarations. — Art. 15. Les inscriptions effectuées seront publiées dans l'organe officiel du Département du commerce. — Art. 16. Il est permis à chacun de prendre connaissance des pièces et registres concernant l'inscription des œuvres littéraires et artistiques et de s'en faire donner des extraits légalisés. Il n'est délivré de certificats d'inscription que s'il en est fait la demande; la taxe est de 2 fr. par certificat. On compte, en outre, les taxes suivantes : pour un extrait du registre 2 fr.; pour copies de documents, par page 1 fr.; pour communications orales ou écrites exigeant des recherches dans les registres ou dans les pièces concernant les demandes d'inscription 1 à 2 fr. — Art. 17. L'inscription des transferts de droits d'auteur dans les registres peut également être demandée contre le paiement d'une taxe de 1 fr. Il n'est pas tenu de contrôle pour l'expiration des délais de protection. Les transferts et les radiations, ainsi que le motif de ces dernières, sont également publiés dans l'organe indiqué à l'art. 15. — Art. 18. L'éditeur d'œuvres anonymes ou pseudonymes est en droit d'en demander l'inscription sans indiquer le nom de l'auteur, ou du moins son vrai nom. — Art. 19. L'office désigné à l'art. 1^{er} délivre gratuitement les formulaires requis pour faire les demandes d'inscription. — Art. 20. Le dit office tient un livre de caisse, dans lequel il inscrit ses recettes et ses dépenses ce livre sera vérifié tous les trois mois par le bureau de contrôle du Département des finances. — Art. 21. Le présent règlement entrera en vigueur le 1^{er} janvier 1884. Il s'appliquera également aux œuvres littéraires et artistiques parues avant cette date et dont l'inscription sera demandée. (Signatures.)

Korrespondenz des Herrn F. Hässig, schweizerischer Konsul in Amsterdam.

Amsterdam, 10. Januar 1884. Da internationale Ausstellungen seit einiger Zeit an der Tagesordnung, resp. beinahe zur Manie geworden sind, kann es nützlich sein, einige Rückblicke auf die letztes Jahr hier abgehaltene internationale Kolonial- und Export-Ausstellung zu werfen und im Interesse der schweizerischen Aussteller die gemachten Erfahrungen mitzuthellen.

Das leitende Motiv des Ausstellers ist wohl ohne Zweifel, *prämirt* zu werden. Jedes Land berücksichtigt nun aber natürlicherweise in erster Linie seine Bürger. Es kann daher nicht genug angerathen werden, vor Beschickung einer auswärtigen Ausstellung zu untersuchen, ob die Betheiligung eine derartige sei, daß ein General-Kommissär ernannt werden kann. In zweiter Linie, ob die verschiedenen Industriebranchen in solcher Anzahl vertreten sind, daß für die verschiedenen Gruppen je ein Spezial-Kommissär resp. Jury-Mitglied zulässig ist. Ist dies nicht der Fall, so muß entschieden vor Betheiligung abgerathen werden, indem sich leicht bittere Enttäuschungen und Reue über die großen Kosten und Mühen, die mit einem solchen Wettkampf verbunden sind, einstellen. Auch ist wohl zu untersuchen, ob die zu besichtigende Ausstellung ein offizielles oder ein Privat-Unternehmen ist, indem beide natürlich nach ganz verschiedenen Grundsätzen geleitet werden. In letzterem Falle sollte vor der definitiven Betheiligung sehr gründlich ausgemacht werden, was z. B. unter Dekoration der betreffenden Abtheilung verstanden ist; auf welche Weise die Bewachung der Sektion bei Tag und Nacht zu geschehen habe, daß für genügende Ventilation gesorgt werde, daß die Bauart gegen Beschädigung der Waaren bei Gewittern schütze, daß bei Beschädigungen wegen zu leichter Konstruktion der Ausstellungs-Unternehmer hafte.

Trotz der schwachen Betheiligung der Schweiz an der hiesigen Ausstellung hat mir dieselbe doch viel Mühe und Verdruß bereitet. Bei der offiziellen Eröffnung am 1. Mai 1883 war im Hauptgebäude noch so ziemlich Alles in Unordnung; auf Reklamationen war sozusagen keine Antwort zu erhalten. Der einzige Trost bestand darin, daß *Alles* klagen mußte. Für Ventilation war z. B. nicht im Geringsten gesorgt. Man war, um wenigstens frische Luft zu erhalten, genöthigt, selbst Oeffnungen anzu-bringen. Die Konstruktion des Gebäudes war derartig, daß mehrere Versicherungsgesellschaften die Versicherung ablehnten, andere sie nur zu 3 bis 5 % für 6 Monate übernahmen.

In Anbetracht des kleinen Raumes, der von den schweizerischen Ausstellern beansprucht war, durfte man mit der Vertheilung desselben zufrieden sein; es wurde wohl hie und da bemerkt, daß die Uhren-Abtheilung in der Hauptgalerie bessern Effekt gemacht hätte, aber es ist zu berücksichtigen, daß dort der Platz gerade das Doppelte gekostet hätte.

Von 39 schweizerischen Ausstellern wurden 38 *prämirt*. Natürlich waren nicht Alle mit der ihnen zu Theil gewordenen Klassifikation einverstanden. So wurde ein Zürcher Haus, das in Stückeide sehr schöne, courante, für den täglichen Konsum geeignete Sachen ausgestellt hatte, zuerst nur mit «Bronze», auf Reklamation hin aber mit «Silber» bedacht. Hätte das Haus dieselbe Nachbarschaft wie an der Zürcher Landesausstellung gehabt, es wäre, ich bin überzeugt, in eine noch höhere Klasse gekommen. Lyon hatte einen schönen abgeschlossenen Saal mit breiten und tiefen Schränken, so daß die überaus reichen Stoffe vollkommen zur Geltung kommen konnten.

Für Gruppe 38, «Lebensmittel», wäre für die Aussteller ohne Zweifel auch ein günstigeres Resultat zu erzielen gewesen, wenn für diese Gruppe wie für Klasse 28 (Uhren) ein schweizerisches Jury-Mitglied fungirt hätte.

Ich muß daher nochmals empfehlen, für die Folge vor der Betheiligung an einer Ausstellung sich gründlich zu vergewissern, ob die im Anfang erwähnten Vorbedingungen erfüllt werden.

Die Zuthellung der Diplome war pro November in Aussicht gestellt, diese sind aber zur Stunde noch nicht erhältlich. Dies zur Aufklärung für diejenigen *Prämirt*, die bereits zu verschiedenen Malen Anfrage hielten.

Nichtamtlicher Theil. — Partie non officielle. Parte non ufficiale.

Handelspolitisches, Handelsverträge etc. Die von Deutschland und Frankreich gegen die Einfuhr von amerikanischem Schweinefleisch gerichteten Maßregeln werden amerikanischerseits als Verletzung der bestehenden Handelsverträge betrachtet, und sind daher in den gesetzgebenden Kammern der Vereinigten Staaten Anträge eingebracht worden, eine Untersuchung darüber anzuordnen, auf welche Weise die Rechte Amerika's gewahrt werden könnten. Das Repräsentantenhaus hat diese Anträge am 9. ds. bereits angenommen. Der Entscheid des Senates ist noch ausstehend.

Des Fernern erklärte das Repräsentantenhaus eine Motion erheblich, dahin zielend, daß die gesetzlichen Mittel geschaffen werden, um falsche Werthdeklarationen seitens fremder Exporteure zu verhindern.

Der Stand der französisch-österreichischen Unterhandlungen läßt mit ziemlicher Sicherheit annehmen, daß diese zur Annahme des Meistbegünstigungsverhältnisses führen werden. Oesterreich soll in den letzten Tagen bezügliche Anträge an Frankreich gerichtet haben mit dem Wunsche, daß die Verhandlungen über einen Tarifvertrag dennoch weiter geführt werden.

Die gegenwärtige thätige Handelspolitik Spaniens, als deren Resultate sich zunächst die mit der Schweiz, Deutschland, Schweden, Portugal, Holland, Italien erneuerten Handelsverträge und eine Uebereinkunft mit den Vereinigten Staaten von Nordamerika darstellen, scheint endlich auch den langjährigen Bemühungen Englands, zu einem Vertragsverhältnis mit Spanien zu gelangen, förderlich sein zu wollen. Am 1. Dezember v. J. haben Bevollmächtigte beider Staaten unter Vorbehalt der Ratifikation durch die beidseitigen Parlamente die Grundlagen eines Handelsvertrages vereinbart. Diese Grundlagen sind:

Spanien reduziert die Ansätze seines Konventionaltarifs im Interesse des britischen Handels, soweit als die Rücksichten auf die Industrien und den Fiskus Spaniens es gestatten. England modifizirt die Alkoholskala seines Einfuhrtarifs im Verhältnis der von Spanien zugestandenen Konzessionen, d. h. der sog. Shillingzoll würde anstatt wie bisher auf Weine mit 26 Grad Alkoholgehalt auch auf solche mit 26–30 Grad anwendbar. Auch die Skala für Weine über 30 Grad würde angemessen modifizirt. Spanien hat einzuwilligen, daß eine aus Spanien und Engländern zusammengesetzte

Kommission die Positionen des spanischen Konventionaltarifs berathe. Während der Dauer der Vertragsunterhandlungen (der Vertrag würde auch eine Konsular- und eine Schifffahrtskonvention in sich schließen) und vom Momente der Ratifikation der gegenwärtigen Vereinbarung an bis Ende 1887 (sofern ein Vertrag nicht vorher zu Stande kommen sollte) müßte Spanien seinen Konventionaltarif und das Meistbegünstigungsverhältnis England gegenüber anwenden, während England sofort die Ausdehnung des Shillingzoll für Weine von 26 bis 30 Grad in Kraft treten ließe.

Diese Uebereinkunft ist nun in den letzten Tagen vom spanischen Ministerrath den Cortes, nebst einer empfehlenden Botschaft, vorgelegt worden.

Die oben erwähnte Uebereinkunft zwischen Spanien und den Vereinigten Staaten beseitigt vom 1. März ds. J. an die auf Cuba und Portorico von amerikanischen Dampfern erhobenen Pavillonzölle und Schiffs-ladegebühren, sowie den amerikanischerseits von Produkten Cuba's und Portorico's, welche unter spanischer Flagge eingeführt werden, erhobenen 10 %igen Werthzoll. Ein Handelsvertrag soll in Bälde diese Uebereinkunft ersetzen.

Wie andern Vertragsstaaten, hat die Türkei auch England die Beibehaltung des gegenwärtigen 8 % Werthzollsystems bis nächsten Juni vorgeschlagen. In einer Gegenofferte schlägt England vor, die Fortsetzung dieses Verhältnisses auf ein Jahr auszudehnen und, wenn inzwischen kein Vertrag abgeschlossen werden sollte, um ein ferneres Jahr zu verlängern.

Der Text des neuen Entwurfes zu einem deutschen Reichs-unfallversicherungsgesetz ist festgestellt und in den letzten Tagen in der deutschen Presse veröffentlicht worden. Der jetzige Entwurf unterscheidet sich von dem früheren namentlich dadurch, daß eine finanzielle Betheiligung des Staates ausgeschlossen ist. Die Post würde zur Vermittlung der Prämien und der Unfallsvergütungen herangezogen.

Politique commerciale, traités de commerce, etc. Les mesures prises par l'Allemagne et la France contre l'introduction de viandes de porc américaines, sont considérées, du côté américain, comme une violation des traités de commerce existants. Des propositions viennent d'être faites dans les chambres des Etats-Unis, tendant à rechercher les moyens par lesquels les droits de ce pays pourraient être sauvegardés. La chambre des représentants a admis ces propositions le 9 courant; quant à la décision du sénat, elle n'est pas encore intervenue.

En outre, une motion a été développée devant la chambre des représentants au sujet des mesures légales à prendre pour empêcher les exporteurs étrangers de présenter de fausses déclarations de valeur.

On peut inférer, avec assez de certitude, de l'état actuel des négociations entre la France et l'Autriche, qu'elles aboutiront à l'admission de la clause de la nation la plus favorisée. L'Autriche doit avoir fait, ces derniers jours, des propositions à la France dans ce sens, tout en manifestant le désir que les pourparlers soient poursuivis en vue de la conclusion d'un traité sur la base d'un tarif.

L'active politique actuelle de l'Espagne qui a conduit au renouvellement des traités de commerce avec la Suisse, l'Allemagne, la Suède, le Portugal, les Pays-Bas et l'Italie, ainsi qu'à une convention avec les Etats-Unis, semble aussi vouloir récompenser les efforts que l'Angleterre tentait depuis de longues années pour arriver à un traité de commerce avec l'Espagne. C'est ainsi que le 1^{er} décembre de l'an passé, les plénipotentiaires de l'Espagne et de la Grande-Bretagne signaient, sous réserve de ratification, une convention qui pose les bases d'un traité de commerce.

Les principes admis sont les suivants:
L'Espagne consentira à la réduction des taxes de son tarif conventionnel dans l'intérêt du commerce britannique, autant que les considérations à garder vis-à-vis des industries espagnoles et du fisc le permettent. De son côté, l'Angleterre modifiera l'échelle alcoolique qui sert de base à la perception des droits d'entrée sur les vins dans le rapport des concessions accordées par l'Espagne. Ainsi la taxe connue sous le nom de droit de scheling serait appliquée à des vins titrant 26 à 30 degrés d'alcool. L'échelle des vins au dessus de 30° subirait également une modification proportionnée. Les réductions de tarif à concéder par l'Espagne feraient l'objet de l'examen d'une commission composée de membres espagnols et de membres anglais. Dans le traité serait aussi compris une convention consulaire et une convention de navigation. Durant le cours des négociations et dès la ratification de l'arrangement actuel jusqu'à la fin de l'année 1887 (pour le cas où un traité n'aurait pu être conclu auparavant), l'Espagne devra appliquer son tarif conventionnel à la Grande-Bretagne, tandis que celle-ci mettra immédiatement en vigueur la disposition qui porte la taxe du scheling sur le vin de 26 jusqu'à 30°.

Ce projet de convention vient d'être présenté aux Cortes espagnoles par le Conseil des ministres qui l'a accompagné d'un message favorable.

L'arrangement entre l'Espagne et les Etats-Unis, auquel il a été fait allusion plus haut, entrera en vigueur le 1^{er} mars de l'année courante; il a pour but de mettre un terme au prélèvement de taxes spéciales perçues des deux côtés. Ainsi les vapeurs américains étaient frappés de droits de pavillon et de frais de chargement à Cuba et à Portorico, pendant que les Américains chargeaient les produits de Cuba et de Portorico importés sous pavillon espagnol, d'un droit ad valorem de 10 %. Il est question de remplacer, sous peu, l'arrangement en question par un traité de commerce.

Ainsi qu'elle l'a fait à l'égard d'autres états, la Turquie a proposé à l'Angleterre de conserver le système actuel de la tarification ad valorem sur la base de 8 %, jusqu'à fin juin prochain. Dans une contre-proposition l'Angleterre demande de prolonger l'application de ce système durant le cours d'une année et, si aucun traité n'avait pu être conclu avant ce terme, sa prolongation pour une nouvelle année.

Le texte du nouveau projet de loi sur l'assurance en cas d'accident pour l'empire allemand, est maintenant arrêté et vient de paraître dans les journaux de ce pays. Le projet actuel se distingue du précédent spécialement en ce qu'il fait abstraction d'une participation financière de l'Etat. La poste aurait à prêter son concours pour la transmission des primes et le paiement des indemnités.

Handelskammernachrichten. Ein Sub-Komitee der britischen Handelskammer in Paris ist in hervorragender Weise thätig für die Einführung des Dezimal- und des metrischen Systems in England. In einem Berichte über die Materie stützt sich dasselbe unter anderm auf die Behauptung eines Kassirers der Bank von England, daß diese Bank bei Anwendung des Dezimalsystems auf je 10 Angestellte einen Angestellten entbehren könnte. Bei rühriger Agitation scheint es in der That unmöglich, daß der praktische, mit seiner Zeit wie mit barem Gelde rechnende englische Kaufmann sich der Einsicht der großen Vortheile des Dezimal- und des Metersystems auf die Dauer verschließen könne.

— Die New-Yorker-Handelskammer verwendet sich beim Präsi-

denen der Vereinigten Staaten für die Einsetzung einer Kommission, welche mit der internationalen afrikanischen Gesellschaft, deren Präsident der König der Belgier ist, über die Gewinnung des Kongoflusses für den Freihandel bzw. Abschaffung des portugiesischen Monopols, unterhandeln sollte.

Nouvelles des chambres de commerce. Un sous-comité de la chambre de commerce anglaise à Paris poursuit, avec une grande activité, une campagne en faveur de l'introduction en Angleterre du système décimal et métrique. Dans un rapport sur la matière il s'appuie, entre autres arguments, sur l'affirmation d'un caissier de la Banque d'Angleterre d'après lequel l'emploi du système décimal permettrait à ce grand institut d'économiser le travail d'un employé sur dix.

Il semble, en effet, impossible qu'une agitation sérieuse ne conduise pas le négociant anglais, si pratique et si habile à calculer le temps et l'argent, à reconnaître les avantages du système décimal et métrique.

— La chambre de commerce de *New-York* s'adressera au président des Etats-Unis, pour obtenir qu'il soit nommé une commission chargée d'entrer en pourparlers avec la société internationale africaine dont le roi des Belges est le président, afin d'arriver à la liberté de navigation et de commerce sur le Congo, actuellement monopolisé par les Portugais.

Zollwesen des Auslandes. Italien. Das italienische Finanzministerium hat sub 18. Dezember 1883 folgendes Dekret über temporäre Ein- und Ausfuhr erlassen:

Art. 1. Die temporäre Einfuhr von alten Schiffsbeschlügen (vecchie fasciature di navi) zum Zwecke der Umgießung in Blätter für neue Schiffsbeschlüge ist gestattet. Hierbei sind die nämlichen Formalitäten wie für die Einfuhr derjenigen Materialien zu beachten, welche zur Konstruktion und Ausbesserung von Schiffen dienen. Vermittelst bestimmter Proben haben die Zollämter bei der Wiederausfuhr festzustellen, daß die umgegossenen Blätter den nämlichen Metallgehalt (tenore di rame) aufweisen wie die eingeführten. Für den durch Umguß und Verarbeitung des alten Metalles entstandenen Gewichtsabgang ist der tarifmäßige Einfuhrzoll zu entrichten.

Art. 2. Die temporäre Einfuhr ist des Fernern unter Beobachtung der im ministeriellen Dekret vom 11. Mai 1881 vorgeschriebenen Formalitäten gestattet für: a. Hüte aus Stroh, Palmen, Weiden, welche im Lande vervollständigt, ausgebessert oder veredelt werden sollen; b. Gewebe unter dem Namen *shirting meltons*, welche gestickt oder als Konfektionsartikel wieder ausgeführt werden; c. Rohe Baumwollgewebe, welche gestickt oder gebleicht zur Wiederausfuhr gelangen.

Art. 3. Außer dem Getreide zum Zwecke der Mehlerbereitung kann auch solches temporär eingeführt werden, welches als Gries (semole) oder Teigwaare (paste) wiederausgeführt werden soll. Entsprechend dem Abgang für Kleie, welche im Lande bleibt, unterliegen je 13 Kg von jedem metrischen Zentner (quintal) dem Eingangszoll. Auf der Einfuhrdeklaration ist das ganze eingeführte Quantum, sowie der Zweck der Einfuhr und die Zollentrichtung per je 13 Kg vorzunehmen. Für jedes Quintal des ausgeführten Gries (semole) oder der Teigwaare sind auf dem Einfuhrzollschein 125 Kg Getreide anzurechnen.

Bei der temporären Getreide-Einfuhr zum Zwecke der Wiederausfuhr als Gries (semole) oder Teigwaare werden die nämlichen Bestimmungen in Anwendung gebracht wie bei der temporären Einfuhr von Getreide zum Mahlen, somit

wird das nicht abgeladene Getreide gleich taxirt wie das nicht als Mehl ausgeführte, unter proportionaler Rückvergütung des bei der Einfuhr erlegten Zolles.

Die Frist für die Ausfuhr des Gries oder der Teigwaare beträgt 6 Monate vom Tage der Getreide-Einfuhr an gerechnet; die Zollbehörde kann weitere 6 Monate gewähren.

Ausfuhr Deutschlands nach den Vereinigten Staaten von Nordamerika.

Exportations de l'Allemagne pour les Etats-Unis de l'Amérique du Nord.

		im Fiskaljahre pendant l'année fiscale de	
		1881/82	1882/83
Seidenwaaren	Doll.	5,142,408	4,287,109
Strumpfwaaeren	„	5,560,639	6,325,928
Baumwollenfabrikate	„	2,006,135	2,255,510
Wollene Kleiderstoffe:	„	1,365,524	1,414,478
Häute und Felle	„	991,639	1,046,908
Chemikalien	„	1,543,696	1,686,530
Instrumente	„	1,062,190	1,156,000
Leder aller Art	„	867,280	1,104,900
			Soieries Bonneterie Cotonnades. Draps de laine pour vêtements. Peaux Produits chimiques. Instruments Cuirs de toute sorte

Situation de la Banque de France.

		3 janvier	10 janvier			3 janvier	10 janvier
		fr.	fr.			fr.	fr.
Encaisse métal ^e		1,946,523,301	1,938,402,619	Circulation			
Portefeuille		1,236,561,882	1,213,311,241	de billets		3,101,765,710	3,088,179,260
Avances sur nantissement		834,667,772	827,202,835				

Situation de la Banque d'Angleterre.

		3 janvier	10 janvier			3 janvier	10 janvier
		£	£			£	£
Encaisse métal ^e		21,437,365	21,482,381	Billets émis		36,380,785	36,445,095
Réserve de billets		10,764,115	10,835,395	Dépôts publics		7,900,216	5,819,931
Effets et avances		25,557,765	23,108,428	Dépôts particuliers		25,840,336	26,341,466
Valeurs publiques		14,462,491	14,954,835				

Situation de la Banque nationale de Belgique.

		3 janvier	10 janvier			3 janvier	10 janvier
		fr.	fr.			fr.	fr.
Encaisse métallique		100,510,821	98,982,375	Circulation		350,126,700	358,994,900
Portefeuille		296,840,907	294,412,335	Comptes courants		79,688,598	66,506,271

Situation der Oesterreichisch-Ungarischen Bank.

		31. Dezember	7. Januar			31. Dezember	7. Januar
		österr. fl.	österr. fl.			österr. fl.	österr. fl.
Metallschatz.		199,378,868	198,167,767	Banknotenumlauf		380,457,420	377,425,100
Wechsel:				Sofort fällige Verbindlichkeiten		2,086,986	1,476,850
auf das Inland		169,345,057	163,637,580				
auf d. Ausland		1,560,645	2,919,492				
Lombard		30,034,800	29,690,700				

Wochensituation der Deutschen Reichsbank.

		31. Dezember	7. Januar			31. Dezember	7. Januar
		Mark.	Mark.			Mark.	Mark.
Metallbestand		558,577,000	561,815,000	Notenumlauf		829,713,000	806,159,000
Wechsel		543,219,000	512,422,000	Täglich fällige Verbindlichkeiten		210,835,000	205,305,000
Effekten		29,962,000	24,931,000				

Privat-Anzeigen — Annonces non officielles

Zeilenpreis für Insertionen: die halbe Spaltenbreite 25 Cts., die ganze Spaltenbreite 50 Cts.
Le prix d'insertion est de 25 cts. la petite ligne, 50 cts. la ligne de la largeur d'une colonne.

Emmenthal-Bahn.

Ausserordentliche Generalversammlung der Aktionäre,
Sonntag den 20. Januar 1884, Nachmittags 2 1/2 Uhr,
im Gemeindegasale in Burgdorf.

Traktanden:

Entlastung der Emmenthal-Bahn von der Verpflichtung des öffentlichen Betriebes auf der Zweigstrecke Biberist-Derendingen und Genehmigung damit zusammenhängender Verträge.

Die Stimmkarten, welche am Versammlungstage zur freien Fahrt auf der Bahn berechnen, können gegen Ausweis des Aktienbesitzes in den Tagen vom 17., 18. und 19. Januar im Verwaltungsgebäude der Gesellschaft in Burgdorf, bei der Solothurnischen Bank, bei den Herren Verwaltungsräthen Kummer in Utzenstorf, L. Cuenin in Kirchberg, Büttigkofen in Alchenflüh, Howald in Oberburg, Haldimann in Goldbach, Althaus in Lützelflüh, Dubach in Sumiswald, Stotzinger in Lauperswyl und Joost in Langnau, sowie am Versammlungstage vor Beginn der Verhandlungen bezogen werden.

Burgdorf, den 2. Januar 1884.

Der Präsident des Verwaltungsrathes:
W. Vigier, Reg.-Rath.

Maschinen-Schmieröl.

Import und Lager unserer seit 4 3/4 Jahren in der deutschen und französischen Schweiz eingeführten fettreichen russ.-kaukasischen **Naphta-Schmieröle**, die den doppelten Vorzug der Qualität und der Billigkeit haben. Ferner empfehlen ächte Michaux'sche **Selbstöler**, nebst vorzüglichem **Adhäsionsfett** für Treibriemen und prämirten Ehram'schen **Hanfschläuchen** für Spritzen und Hydranten, alles zu vollkommen konkurrenzfähigen Preisen.

(H 85 Q)
F. Bauer & Co., in Basel.

Die Buchdruckerei Jent & Reinert in Bern
empfehl ich dem Tit. Handelsstande zur Anfertigung aller vorkommenden Formulare.
Rasche und geschmackvolle Ausführung.

Buchdruckerei JENT & REINERT (Exp. des Schweiz. Handelsamtsblattes) in Bern — Imprimerie JENT & REINERT (Expédition de la Feuille officielle suisse du commerce) à Berne

Jura-Bern-Luzern-Bahn.

Mit Wirkung vom 15. Januar 1884 an tritt für den Transport von Oelkuchen in Wagenladungen von 10,000 kg ab Genua F.C., Turin F.S und Cantalupo nach Bern via Pino ein Ausnahmesatz von Fr. 31 per Tonne, Auf- und Ablad nicht inbegriffen, in Kraft.

Bern, den 10. Januar 1884.

Die Direktion.

H. FIVAZ

gérant d'affaires
à Lausanne.

Rentrées amiables et juridiques. Contentieux.
Renseignements commerciaux.

Les poursuites qui pourraient résulter des renseignements donnés par l'agence seront sans frais pour les créanciers.

Agence commerciale

P.-E. JACOT

Hôtel-de-Ville, Locle.

Agence spéciale de renseignements sur le canton de Neuchâtel. Commission. Contentieux. Recouvrements simples et juridiques.



Enregistrement des marques de fabrique.

Huber-Ramsauer
in Winterthur.

Handelsagentur. Inkasso. Advokatur.
Représentation. Gérance. Recouvrement.
Rappresentanza. Agenzia. Avvocatura.

AVIS.

ALFRED JATON

procureur-juré
à PAYERNE (Vaud)
a ouvert son bureau.



Enregistrement de marques de fabrique au bureau fédéral.

F. HOMBERG, graveur, BERNE.
Gravure artistique et industrielle sur métaux et bois.

Dessins et clichés pour marques de fabrique.
Spécialité: Poinçons pour l'horlogerie.